

IL A ETE PLACE, SAMEDI, SOUS MANDAT DE DEPOT PAR LA COUR SUPREME

# L'ex-wali d'El-Tarf en fuite ?

**Placé samedi dernier sous mandat de dépôt par la Cour suprême, l'ex-wali d'El-Tarf serait en fuite. Poursuivi dans le cadre de neuf affaires, Djillali Aârar est accusé de corruption et de détournement de deniers publics.**

**Daoud Allam - Tarek Hafid - Alger (Le Soir)**

Où est passé Djillali Aârar ? Hier, l'information selon laquelle l'ex-wali d'El-Tarf aurait pris la fuite pour échapper à la justice algérienne a fait le tour du pays. Rappelons que ce haut responsable, qui a été limogé le 28 octobre par le président de la République, a été placé samedi dernier sous mandat de dépôt par la Cour suprême.

En effet, la chambre d'accusation de cette haute juridiction, qui siège à huis clos, a prononcé une ordonnance de mise en détention préventive suite à un appel du procureur général près la Cour suprême. La procédure veut que cette ordonnance

soit adressée aux services de sécurité pour sa mise en application. Djillali Aârar résidant à El Harrach, théoriquement ce sont donc les services de la police judiciaire de la wilaya d'Alger qui ont été saisis.

Il est important de signaler que suite à la décision de justice rendue par la Cour suprême, les médias avaient indiqué que Djillali Aârar avait été écroué le jour même à la prison de Serkadji, à Alger.

Cette information n'a d'ailleurs pas été démentie par le ministère de la Justice. «Djillali Aârar n'est pas dans un établissement pénitentiaire», affirmait hier une source proche de ce départe-



ment. En clair, jusqu'à hier, lundi, l'ex-wali d'El-Tarf n'avait toujours pas été emprisonné. Alors une

fois encore où est passé Djillali Aârar ? En fait, si sa fuite venait à être confirmée, cela signifierait que ce haut responsable a bénéficié d'une solide complicité pour échapper à la justice.

Cela révélerait également de graves défaillances au sein de l'institution qui était censée appliquer l'ordonnance de la chambre d'accusation de la Cour suprême. Hier, la population d'El-Tarf a appris avec consternation la nouvelle de la fuite de celui qui a régné en maître sur cette wilaya de l'est du pays.

Des sources crédibles avancent que les services de sécurité ont été placés en alerte maximum pour appréhender le fugitif.

Rappelons que Djillali

Aârar est poursuivi dans le cadre de 9 affaires et est accusé de corruption, de dilapidation et de détournement de deniers publics et d'abus de pouvoir. L'ouverture d'une série d'enquêtes sur les agissements de ce haut responsable avait été ordonnée par le ministre de la Justice, garde des Sceaux.

Les investigations menées par les services de sécurité ont dévoilé de graves dépassements, notamment dans le cadre de passations de marchés publics.

De nombreux cadres de l'administration locale sont également impliqués dans ces scandales et sont eux aussi poursuivis en justice.

D. A. - T. H.

## DES EXPERTS TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

### SUR L'AMPLEUR DU TRAFIC DE DROGUE

# «L'Algérie passe d'un pays de transit à un pays de consommation»

Durant les dix premiers mois de l'année en cours, la lutte contre le trafic des stupéfiants a augmenté de plus de 26,7 %, comparativement à la même période de l'année passée.

Selon la Gendarmerie nationale, qui a rendu publiques ses statistiques à l'occasion de la conférence internationale sur le rôle de la recherche scientifique dans l'élaboration des politiques de lutte en matière de drogues, le nombre de personnes arrêtées a connu également une hausse de plus de 27,2 %, soit 3422 personnes mises hors d'état de nuire en 2006 contre 2690 en 2005.

Par ailleurs, on indique que «la résine de cannabis, qui est de production marocaine, transite par l'Algérie à destination de l'Europe via la Tunisie, la Libye ou par des grands ports algériens». Selon M. Aïssa Kasmi, directeur de la coopération internationale à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, «73,87% de cette production ont transité par le territoire algérien alors que 26,13% sont orientés vers la consommation locale».

La même source souligne également que la région de l'ouest du pays est la plus touchée par ce trafic et que le principal itinéraire utilisé par les trafiquants «sont les frontières



sud du Maroc, les wilayas d'El Bayadh, de Naâma, de Ouargla et d'El Oued» et que le «trafic se fait par route, généralement à bord de camions semi-remorques, alors que des embarcations spéciales sont utilisées pour le transport de la drogue par voie maritime. «Les filières algériennes et les réseaux internationaux auxquels elles sont connectées s'adonnent à toutes les formes de criminalité internationale transfrontalière et les narcotrafiquants ne font pas de différence entre le trafic de drogue, la contrebande de cigarettes,

la fausse monnaie, le blanchiment d'argent, la corruption, l'immigration clandestine, le terrorisme, etc.».

En somme, des experts dans la lutte contre la toxicomanie et le trafic de drogue ont mis en garde, dimanche, à Alger, contre le risque de voir l'Algérie, jusque-là pays de transit, devenir un pays consommateur de drogue.

Etant «une véritable passerelle entre l'Afrique et l'Europe», l'Algérie s'est résolue, ces dernières années, «à revoir sa vision et ses approches en matière de lutte contre ce fléau destructeur (...) qui consti-

tue une véritable menace pour la stabilité des nations et une entrave à leur développement», a expliqué le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, M. Abdelmalek Sayah.

Le trafic de drogue est devenu «l'une des plus graves formes de criminalité organisée transfrontalière», a estimé M. Sayah, précisant qu'il s'agit d'un fléau «étroitement lié au trafic d'armes, au terrorisme et au blanchiment d'argent».

Les recettes découlant du trafic de drogue dépassent les 500 milliards de dollars/an. Ce trafic est ainsi le deuxième marché économique, de par ses revenus, au niveau mondial après le trafic d'armes, a précisé M. Sayah, soulignant que sa rentabilité dépasse de loin celle du marché pétrolier».

Les trafiquants de drogue «possèdent des moyens technologiques très développés, voire plus puissants que ceux employés par les pays dans le cadre de la lutte contre ce phénomène», a affirmé le responsable, soulignant la nécessité de coordonner les efforts au niveau local, régional et international en vue de faire face à ce fléau, notamment à travers «l'échange d'expériences».

**Abder Bettache**

## BOUIRA

# Trois morts et quatre blessés sur la RN°5

Encore des morts sur nos routes devenues au fil des ans et malgré toutes les dispositions dissuasives du nouveau code de la route, un véritable mouroir, endeuillant quotidiennement des familles entières.

Hier, à six heures du matin, un terrible accident s'est produit sur la RN5 au lieu-dit Passala relevant de la commune d'Ath-Mansour, à 50 km au sud-est de Bouira, faisant trois morts et quatre blessés.

D'après les informations en notre possession, l'accident a eu lieu entre deux camions dont un semi-remorque de marque Renault et deux véhicules légers, un taxi de marque Peugeot 504 et un véhicule de marque Renault Master. Les passagers des deux véhicules légers sont les plus touchés puisque à bord du taxi qui fut complètement détruit, l'on dénombre la mort du chauffeur et d'un passager ainsi que des blessures plus ou moins graves de trois autres dont une femme. Les voyageurs ainsi que le chauffeur sont tous natis de Barika (wilaya de Batna). En outre, le chauffeur du Master qui fut détruit à l'avant, a également trouvé la mort lors de cette collision, alors que son accompagnateur, probablement, son frère ou un proche puisqu'ils portent le même nom de famille, s'en est sorti avec des blessures.

Les blessés ont été tous évacués par des citoyens avant l'arrivée des éléments de la Protection civile vers l'hôpital de M'chedallah.

Rappelons, par ailleurs, qu'au niveau de l'hôpital de M'chedallah, le bloc opératoire qui fut ouvert en septembre 2004 et qui avait fonctionné pendant presque deux ans à plein régime surtout avec la présence d'éminents professeurs spécialisés dans la chirurgie générale et l'orthopédie, en prenant en charge des centaines de blessés surtout ceux des accidents de la route, celui-ci se trouve aujourd'hui déserté après le départ de ces deux spécialistes et les blessés se voient orientés vers d'autres hôpitaux pour la moindre blessure.

Y. Y.